

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE HURIGNY

**AUTORISATION DE TRAVAUX PROPRE AUX  
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)**  
délivrée par le **Maire** au nom de l'Etat

**Demande n° AT 71235 25 00001, déposée le 29/07/2025, complétée le 29/07/2025**

Par :	KORIAN LE TINAILLER représentée par Madame VULPE Marie-Antoinette
Demeurant à :	19 rue Des Lombards 71870 HURIGNY
Pour :	Remplacement du système de production de chauffage
Sur un terrain sis :	19 rue des Lombards, 71870 HURIGNY

**LE MAIRE DE HURIGNY,**

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation ;

**Vu** la demande d'autorisation de travaux propre aux établissements recevant du public susvisée, déposée en application de l'article L.122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

**Vu** l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 25/09/2025 ;

**Vu** la consultation de la commission de sécurité de l'arrondissement de Mâcon en date du 01/09/2025 ;

Considérant l'article R122-8 du Code de la Construction et de l'Habitation stipulant que :

« L'autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes :

- a) Aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées prescrites, pour la construction ou la création d'un établissement recevant du public, à la section 3 du chapitre II du titre VI ou, pour l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public existant, au chapitre IV du même titre ;
- b) Aux règles de sécurité prescrites aux articles R. 143-1 à R. 143-21. » ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'autorisation pour construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public est **ACCORDÉE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à HURIGNY

Le **10 NOV. 2025**

Le Maire,



**Dominique DEYNOUX**

DOSSIER N° AT 71235 25 00001

PAGE 1 / 2

Envoi en LR+AR à KORIAN LE TINAILLER

Madame VULPE le 12 NOV. 2025



**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.**

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

